Au lendemain du grand débat national, quelles sont les attentes des Français à l'égard de l'Etat et des collectivités locales ?







LEVÉE D'EMBARGO : VENDREDI 29 MARS À 05H DU MATIN

CONTACTS BVA OPINION

Edouard Lecerf, Directeur Général Adjoint 01 71 16 87 41 - 06 32 21 47 47 edouard.lecerf@bva-group.com

Erwan Lestrohan, Directeur de clientèle 01 71 16 90 93 - 06 46 67 38 22 Erwan.lestrohan@bva-group.com





MÉTHODOLOGIE



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet du 20 au 21 mars 2019.



Echantillon

Echantillon de **1001 personnes**, représentatif de la population française âgée de **18 ans et plus**.

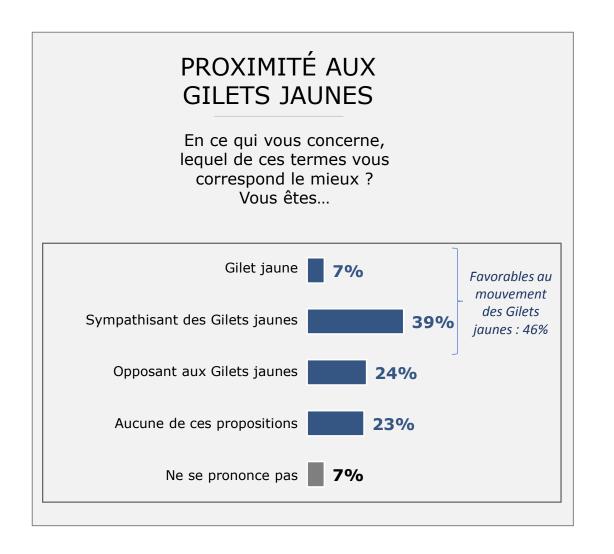
La représentativité de l'échantillon a été assurée grâce à la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, professions de la personne de référence du ménage et de la personne interrogée, région et catégorie d'agglomération.

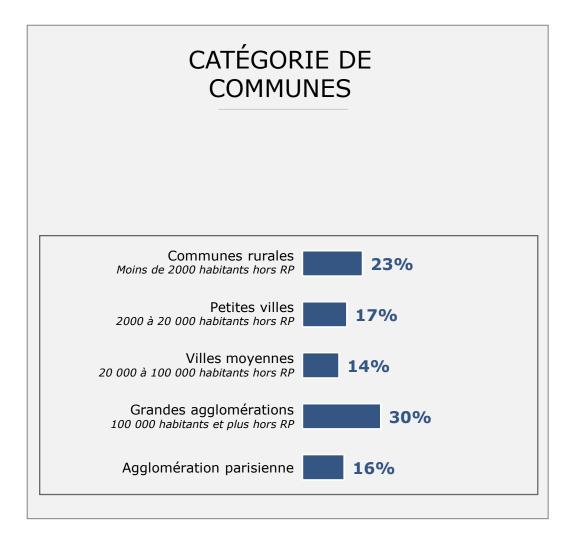






VARIABLES DE CROISEMENT DESTINÉES À ÉCLAIRER L'ANALYSE













PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Les attentes des Français portent moins sur l'organisation des collectivités locales dont ils ne maîtrisent pas forcément toutes les subtilités que sur ce qu'elles offrent concrètement aux citoyens et sur leur capacité à comprendre les attentes des populations

Si l'organisation des collectivités et la répartition des compétences territoriales sont peu remis en cause, les souhaits des Français se concentrent sur des questions d'efficacité et d'adéquation des actions menées avec les besoins des habitants

Le souhait que les communes disposent de davantage de pouvoirs...via des moyens renforcés plutôt que des compétences élargies ?

De fortes disparités territoriales et sociales dans l'accès à un service public de qualité, à une offre de transports satisfaisante et offrant une alternative à la voiture individuelle > signe que renforcer la qualité des services publics et l'offre de transports dans certains territoires constitue un passage incontournable pour la sortie de crise sociale ?

Protection de l'environnement : des soutiens aux Gilets jaunes plus sensibles à des mesures financières qu'à des engagements écologiques

ORGANISATION DES COLLECTIVITÉS: SEULS 36% DES FRANÇAIS SOUHAITENT UNE RÉFORME EN PROFONDEUR

Si 80% des Français se déclarent favorables à une modification de l'organisation des collectivités locales, seule la moitié d'entre eux souhaitent une réforme en profondeur (36%) contre 44% qui se disent favorables à une adaptation de leur organisation sans la transformer radicalement.

Dans le détail il est intéressant d'observer que le souhait de réforme est plus fortement porté par les soutiens de la majorité présidentielle (sympathisants LREM : 49%) ainsi que par les indépendants (52%), les retraités (47%) et les cadres (44%) contre uniquement 26% des employés et ouvriers.

Signe que la question de la réorganisation des collectivités ne constitue probablement pas un levier de « sortie de crise des Gilets jaunes », les sympathisants du mouvement sont moins de 4 sur 10 à souhaiter que l'organisation des collectivités locales soit réformée en profondeur (36%).

DES FRANÇAIS RÉSERVÉS SUR LES BÉNÉFICES DE LA DÉCENTRALISATION ET NETTEMENT MOINS POSITIFS QU'EN 2002

Aujourd'hui, seuls 45% des Français estiment que la décentralisation a des conséquences positives sur la prise en compte des attentes de la population quand ils étaient 71% à partager cette opinion en 2002. Ils sont uniquement 41% à identifier que la décentralisation a des conséquences positives sur la qualité des services publics locaux contre 75% en 2002.

Si la décentralisation semble avoir perdu en attractivité entre 2002 et 2019, ceci peut probablement être relié à une certaine réserve des Français sur l'adéquation de l'action menée avec les besoins, les Français les plus fragiles économiquement se montrant plus critiques. Sur le plan de la prise en compte des attentes de la population par exemple, 62% des cadres voient des conséquences positives de la décentralisation comme 49% des habitants de grandes agglomérations (hors région parisienne) alors que ce sentiment n'est partagé que par 35% des employés et ouvriers, 38% des habitants de communes rurales et 39% des Gilets jaunes ou de leurs soutiens.



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

46% DES FRANÇAIS JUGENT QU'IL FAUT ALLER PLUS LOIN EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION, ILS ÉTAIENT 74% EN 2002

En matière de décentralisation, 17% des Français pensent qu'il faudrait aller beaucoup plus loin et 29% qu'il faudrait aller un peu plus loin soit 46% qui sont favorables à une intensification de la décentralisation. Ce souhait est exprimé plus fortement encore chez les sympathisants LREM (68%), les cadres (66%) et les retraités (54%).

A l'inverse, 21% des Français jugent nécessaire de revenir en arrière sur la décentralisation, et les populations les plus mobilisées lors des récents mouvements sociaux se distinguent en émettant une réserve plus forte sur la nécessité d'intensifier la décentralisation. C'est notamment le cas des habitants de communes rurales (29%), des employés et ouvriers (27%) ou encore des Gilets jaunes et de leurs soutiens (28%). Dans ces populations, la décentralisation est peut-être synonyme d'une baisse des moyens dont ils pâtissent.

56% DES FRANÇAIS SOUHAITENT QUE LEUR COMMUNE AIT DAVANTAGE DE POUVOIR QU'ACTUELLEMENT

Ce souhait est majoritaire dans toutes les catégories de populations alors que les Français sont plus réservés concernant leur département (48% et uniquement 39% dans l'agglomération parisienne), leur région (47%, de 58% chez les cadres à 47% chez les employés et ouvriers) et leur intercommunalité (46%).

...MAIS DANS LA PRATIQUE, ILS NE LUI RATTACHERAIENT QUE PEU DE COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES.

Interrogés sur les compétences qu'ils attribueraient aux différentes collectivités locales, les Français privilégieraient un certain statu quo. Ils rattacheraient notamment à l'Etat la sécurité, l'environnement, la protection du patrimoine, l'enseignement supérieur et l'aide à l'emploi, tout comme la prise en charge de la dépendance. Assez conformément à la répartition actuelle des compétences, ils jugent majoritairement que c'est la région qui devrait être en charge du développement économique (49%) et du tourisme (57%) alors qu'ils chargeraient le département de l'action sociale (39%), de l'organisation des conditions de circulation (41%), du logement et de l'habitat (40%) et de l'organisation des transports publics (43%).

La petite enfance, compétence déjà rattachée, est la seule compétence que les Français attribueraient en priorité à la commune. Aussi, les Français n'attribueraient pas de compétences supplémentaires aux communes, signe que le renforcement du pouvoir qu'ils souhaiteraient pour cette collectivité, porte probablement moins sur un élargissement de ses compétences que sur une augmentation des moyens dont elle dispose.

6 FRANÇAIS SUR 10 SATISFAITS DE LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS À LEUR DISPOSITION AU QUOTIDIEN, UN TAUX MAJORITAIRE QUI MASQUE DES DISPARITÉS TERRITORIALES ET SOCIALES

Si 58% des Français se disent satisfaits des services publics à leur disposition, ce taux augmente avec la taille de la ville de résidence, indiquant de **fortes disparités territoriales**. En effet, le taux de satisfaction passe de 47% chez les habitants de communes rurales à 50% dans les petites villes, 56% dans les villes moyennes pour atteindre 67% dans les grandes agglomérations et 66% dans l'agglomération parisienne.

De même, 70% des cadres et 67% des retraités se disent satisfaits des services publics à leur disposition au quotidien contre seulement 46% des employés et ouvriers. Si 33% des Français se déclarent à l'inverse insatisfaits sur ce plan, il est important de souligner que la part d'insatisfaits est significativement plus importante que la moyenne chez les Gilets jaunes et leurs soutiens (40%).







PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L'OFFRE DE TRANSPORTS À DISPOSITION POUR RÉALISER SES TRAJETS QUOTIDIENS : DE TRÈS FORTES INÉGALITÉS TERRITORIALES

Si 46% des Français sont satisfaits de l'offre de transports dont ils disposent pour réaliser leurs trajets quotidiens, le différentiel de satisfaction exprimée est de 42 points entre les habitants de communes rurales (25%) et ceux de l'agglomération parisienne (67%). En dehors des habitants de grandes agglomérations (63%), ceux des villes moyennes (39%) et des petites villes (32%) de province expriment également une satisfaction minoritaire.

Sur cet indicateur également, on observe que la part d'insatisfaits chez les Gilets jaunes et leurs soutiens (45%) diffère significativement de la moyenne nationale (41%).

ALTERNATIVE À LA VOITURE INDIVIDUELLE : UN MANQUE DE SOLUTIONS DE RECHANGE DANS LES COMMUNES RURALES ET LES PETITES VILLES

Uniquement la moitié des Français ont accès au covoiturage (53%), une disponibilité moins élevée encore auprès des habitants de communes rurales (45%) et des petites villes (46%).

Si seuls 49% des actifs ont accès à un réseau de transports publics entre leur domicile et leur lieu de travail, les résultats varient très fortement selon la catégorie de communes, de 21% chez les habitants de communes rurales à 29% chez ceux des petites villes, 44% chez ceux des villes moyennes, 67% chez les habitants de grandes agglomérations et 80% auprès de ceux de l'agglomération parisienne. La différence d'accès est également forte entre les cadres (63%) et les employés et ouvriers (42%), les premiers vivant probablement dans de plus grandes agglomérations ou dans des espaces mieux dotés en transports publics.

L'autopartage (32%) et le vélo en libre-service (29%) sont moins répandus et quasi-inexistants en dehors des grandes agglomérations.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : DES ATTENTES D'ENGAGEMENT ÉCOLOGIQUE DES FRANÇAIS LES PLUS FAVORISÉS CONTRE DES SOUHAITS D'ENGAGEMENT FINANCIER DES PLUS FRAGILES

Parmi les différentes mesures proposées aux Français pour protéger l'environnement, l'intérêt pour la lutte contre la pollution de l'air, la réduction de l'usage des pesticides et de énergies fossiles voit leur pertinence estimée évoluer selon le rapport à la mobilisation des Gilets jaunes. Par exemple, 56% des opposants au mouvement des Gilets jaunes (tout comme 56% des cadres et 51% des retraités) jugent prioritaire de réduire notre consommation d'énergies fossiles contre 44% des employés et ouvriers et 48% des Gilets jaunes et de leurs soutiens. De même 32% des opposants aux Gilets jaunes jugent prioritaire de renforcer la fiscalité écologique contre seulement 22% des Gilets jaunes et de leurs soutiens.

Les autres mesures clivant fortement la population selon le rapport au mouvement des Gilets jaunes portent sur des mesures financières.

- Diminuer le prix des transports publics : prioritaire pour 51% des soutiens des Gilets jaunes contre 39% des opposants au mouvement (et 42% des cadres)
- Développer les aides énergétiques : prioritaire pour 49% des soutiens des Gilets jaunes et 46% des employés et ouvriers contre 35% des opposants au mouvement
- Taxer les transports aériens : prioritaire pour 49% des soutiens des Gilets jaunes et 44% des employés et ouvriers contre 39% des opposants au mouvement (et 36% des cadres)







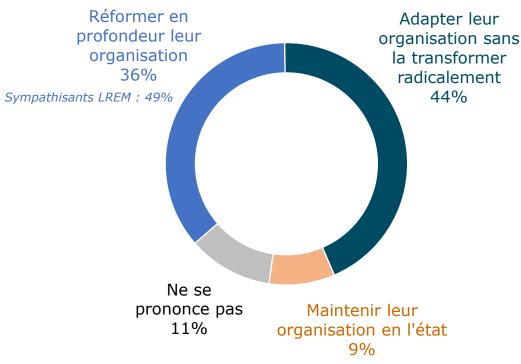


Si 80% des Français sont favorables à une modification de l'organisation de leurs collectivités locales, seuls 36% souhaitent une réforme en profondeur

A propos des collectivités locales françaises (régions, départements, métropoles, communauté de communes, villes,...), faut-il selon vous plutôt... Adapter leur

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

% Favorable à une modification de l'organisation des collectivités locales 80%



Sympathisants LFI: 22% Sympathisants RN: 15%

CATEGORIES DE COMMUNES

ACTIVITÉ

PROXIMITE AVEC LES GILETS JAUNES

	leur organisation	transformer radicalement	organisation en l'état
Français âgés de 18 ans et plus	36%	44%	9%
Communes rurales	32%	46%	13%
Petites villes	39%	42%	8%
Villes moyennes	41%	32%	13%
Grandes agglomérations	36%	46%	6%
Agglomération parisienne	35%	50%	5%
Indépendants, chefs d'entreprise	52%	33%	3%
Cadres	44%	44%	9%
Professions intermédiaires	32%	48%	11%
Employés et ouvriers	26%	43%	13%
Retraités	47%	45%	5%
Favorables au mvt Gilets jaunes	36%	42%	12%
Gilets jaunes	38%	36%	10%
Sympathisants des Gilets jaunes	36%	43%	12%
Opposants aux Gilets jaunes	47%	47%	4%

Réformer en

profondeur

organisation

sans la

Maintenir leur







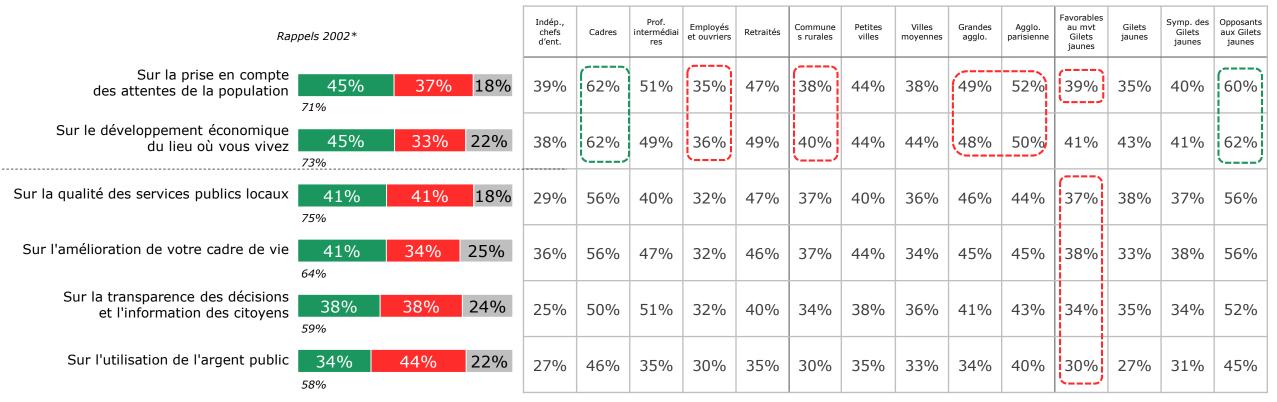
Des Français réservés sur les bénéfices de la décentralisation et nettement moins positifs qu'en 2002, les cadres, habitants de grandes agglomérations et les opposants aux Gilets jaunes plus convaincus de ses bénéfices

La décentralisation est un processus qui consiste à transférer un certain nombre de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales (c'est à dire aux régions, aux départements et aux communes).

Selon vous la décentralisation a-t-elle des conséquences plutôt positives ou plutôt négatives...

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

% Plutôt positives



[■] Plutôt positives
■ Plutôt négatives
■ Ne se prononce pas







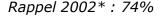
Pour autant, près de la moitié des Français seraient favorables à aller plus loin en matière de décentralisation, un souhait qui recule très nettement en comparaison à 2002

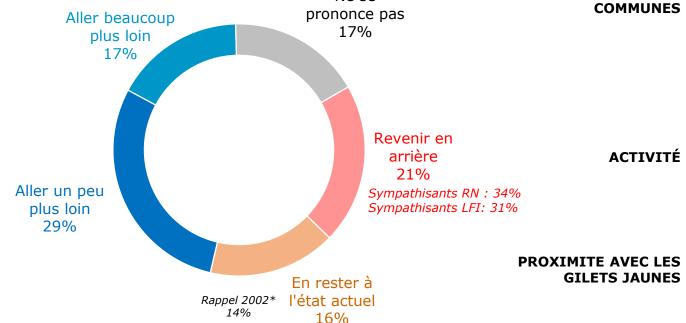
De manière générale, en matière de décentralisation, diriez-vous qu'il faut...

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus



Sympathisants LREM: 68%





Ne se

		loin	arrière	actuel	pas
	Français âgés de 18 ans et plus	46%	21%	16%	17%
	Communes rurales	39%	29%	18%	14%
	Petites villes	54%	22%	8%	16%
CATEGORIES DE COMMUNES	Villes moyennes	44%	19%	20%	17%
COMMONES	Grandes agglomérations	46%	19%	16%	19%
	Agglomération parisienne	49%	11%	21%	19%
	Indépendants, chefs d'entreprise	47%	23%	11%	19%
	Cadres	66%	7%	16%	11%
ACTIVITÉ	Professions intermédiaires	47%	17%	22%	14%
7.0121212	Employés et ouvriers	34%	27%	16%	23%
XIMITE AVEC LES GILETS JAUNES	Retraités	54%	21%	15%	10%
	Favorables au mvt Gilets jaunes	41%	28%	16%	15%
	Gilets jaunes	36%	33%	11%	20%
	Sympathisants des Gilets jaunes	42%	27%	16%	15%
	Opposants aux Gilets jaunes	57%	12%	23%	8%

plus





% Aller Revenir En rester Ne se

à l'état prononce



^{*} Sondage BVA pour le ministère délégué aux Libertés locales et le Service d'Information du Gouvernement réalisé en face à face du 4 au 7 octobre 2002 auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

56% des Français souhaitent que les communes aient davantage de pouvoirs, ils sont plus partagés sur les autres collectivités

Plus précisément, pour chacune des collectivités suivantes, souhaitez-vous qu'elle ait à l'avenir davantage de pouvoir qu'actuellement, moins de pouvoir qu'actuellement ou autant de pouvoir qu'actuellement ?

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

% Davantage de pouvoir qu'actuellement



- Davantage de pouvoir qu'actuellement
- Moins de pouvoir qu'actuellement
- Autant de pouvoir qu'actuellement
- Ne se prononce pas







En dépit de la forte volonté des Français de voir les communes gagner en pouvoir, ils maintiendraient de nombreuses compétences à l'Etat, les prérogatives plus territoriales étant prioritairement rattachées à la Région et au Département

La structure

Pour chacun des domaines suivants, quel(s) acteur(s) parmi les suivants devrai(en)t selon vous en être en charge ?

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

	L'Etat	La Région	Le Département	intercommunale (métropole, communauté de communes)	La commune	Ne se Prononce pas
La sécurité des personnes et des biens	56%	26%	28%	23%	27%	12%
La protection de l'environnement	55%	44%	37%	28%	28%	11%
La protection du patrimoine	52%	40%	33%	19%	22%	11%
L'enseignement supérieur	50%	43%	27%	10%	10%	11%
L'aide à l'emploi	46%	41%	40%	25%	19%	11%
Le développement économique	44%	49%	36%	23%	21%	11%
La prise en charge des personnes dépendantes (âgées, handicapées)	43%	33%	41%	26%	25%	11%
L'aménagement du territoire	39%	49%	34%	19%	20%	12%
L'enseignement primaire et secondaire	37%	31%	40%	24%	29%	11%
L'action sociale	36%	32%	39%	25%	30%	12%
L'organisation des conditions de circulation	28%	37%	41%	24%	25%	11%
Le logement et l'habitat	26%	38%	40%	34%	37%	11%
L'organisation des transports publics	23%	41%	43%	32%	25%	10%
La petite enfance	23%	27%	38%	32%	39%	12%
Le tourisme	22%	57%	46%	29%	27%	11%
Les équipements culturels et sportifs	16%	39%	42%	34%	37%	11%







Des Français partagés entre prioriser le renforcement des services publics et baisser les impôts locaux, des résultats plus tranchés dans l'agglomération parisienne

A propos des services publics municipaux que votre ville met à disposition des habitants, diriez-vous vous préféreriez plutôt...

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

Que votre ville renforce les services publics même si elle doit elle doit diminuer augmenter les impôts locaux

Que votre ville baisse les impôts locaux même si les services publics

Ne se Prononce Pas



Sympathisants LFI: 47%

Que votre ville baisse les impôts locaux même si elle doit diminuer les services publics 38%

Sympathisants RN: 57%



Ne se prononce pas 28%

Français âgés de 18 ans et plus	34%	38%	28%
Communes rurales	32%	36%	32%
Petites villes	38%	37%	25%
Villes moyennes	37%	37%	26%
Grandes agglomérations	35%	36%	29%
Agglomération parisienne	29%	43%	28%
Indépendants, chefs d'entreprise	32%	39%	29%
Cadres	42%	43%	15%
Professions intermédiaires	41%	35%	24%
Employés et ouvriers	28%	42%	30%
Retraités	34%	37%	29%
Favorables au mvt Gilets jaunes	34%	40%	26%
Gilets jaunes	38%	38%	24%
Sympathisants des Gilets jaunes	34%	40%	26%
Opposants aux Gilets jaunes	38%	42%	20%





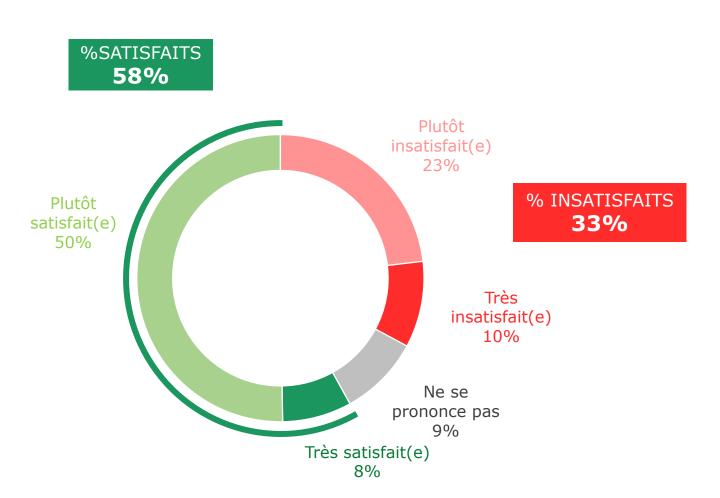


De grandes disparités entre les territoires en matière de satisfaction à l'égard de la qualité des services publics à disposition

Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) <u>de la qualité des services publics à votre disposition au quotidien</u>?

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

Ne se prononce pas



Français âgés de 18 ans et plus	58%	33%	9%
Communes rurales	47%	43%	10%
Petites villes	50%	39%	11%
Villes moyennes	56%	35%	9%
Grandes agglomérations	67%	25%	8%
Agglomération parisienne	66% ₹	27%	7%
Indépendants, chefs d'entreprise	53%	36%	11%
Cadres	70%	27%	3%
Professions intermédiaires	66%	25%	9%
Employés et ouvriers	46%	39%	15%
Retraités	67%	29%	4%
Favorables au mvt Gilets jaunes	54%	40%	6%
Gilets jaunes	49%	37%	14%
Sympathisants des Gilets jaunes	55%	40%	5%
Opposants aux Gilets jaunes	70%	25%	5%





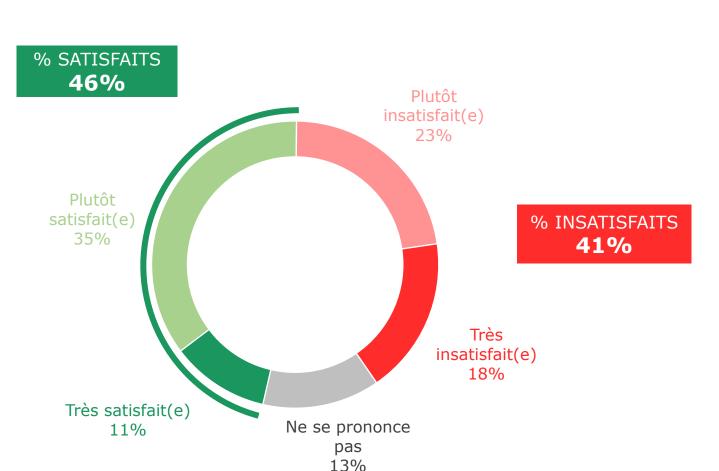


L'offre de transports à disposition pour réaliser ses trajets quotidiens : une satisfaction qui varie de 25% chez les ruraux à 67% dans l'agglomération parisienne

Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) <u>de</u>

<u>l'offre de transports dont vous disposez pour réaliser vos trajets quotidiens</u>?

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus



Français âgés de 18 ans et plus	46%	41%	13%
Communes rurales	25%	58%	17%
Petites villes	32%	51%	17%
Villes moyennes	39%	47%	14%
Grandes agglomérations	63%	27%	10%
Agglomération parisienne	67%	24%	9%
Indépendants, chefs d'entreprise	29%	50%	21%
Cadres	58%	40%	2%
Professions intermédiaires	47%	39%	14%
Employés et ouvriers	41%	42%	17%
Retraités	52%	37%	11%
Favorables au mvt Gilets jaunes	44%	45%	11%
Gilets jaunes	46%	38%	16%
Sympathisants des Gilets jaunes	43%	47%	10%
Opposants aux Gilets jaunes	58%	34%	8%





Satisfaits Insatisfaits prononce



Alternative à la voiture individuelle : uniquement la moitié des Français ont accès au covoiturage et aux transports publics domicile-travail pour leurs trajets quotidiens, l'autopartage et le vélo en libre service moins répandus

A propos des modes de transports suivants, pouvez-vous y accéder pour réaliser vos trajets quotidiens ?

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

% OUI



- Oui, et vous les utilisez
- Oui, mais vous ne les utilisez pas
- Non







En termes d'écologies, la réduction de l'usage des pesticides et énergies fossiles jugée plus prioritaire que les taxes ou l'aide au remplacement des véhicules polluants

Pour chacune des mesures suivantes qui permettrait de protéger l'environnement et de lutter contre le réchauffement climatique, estimez-vous que sa mise en place est prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire ?

Base : 1001 Français âgés de 18 ans et plus

% Prioritaire









Note sur les marges d'erreur

Comme pour toute enquête quantitative, cette étude présente des résultats soumis aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Le tableau ci-dessous présente les valeurs des marges d'erreur suivant le résultat obtenu et la taille de l'échantillon considéré.

TAILLE DE	INTERVALLE DE CONFIANCE À 95% SELON LE SCORE						
L'ÉCHANTILLON	5 OU 95%	10 OU 90%	20 OU 80%	30 OU 70%	40 OU 60%	50%	
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0	
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1	
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8	
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0	
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5	
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1	
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8	
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5	
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3	
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1	
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2	
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6	
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4	
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0	

Exemple de lecture : Dans le cas d'un échantillon de **1000 personnes**, pour un pourcentage obtenu par enquête de **20%**, la marge d'erreur est égale à **2,5**. Le pourcentage a donc 95% de chance d'être compris entre 17,5% et 22,5%.

Dans le cas présent, les résultats sont calculés sur la base de 1001 individus. Ainsi, pour un pourcentage obtenu par enquête de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le pourcentage a donc 95% de chance d'être compris entre 17,5% et 22,5%.





